

L'impôt—Loi

Nous avons vu le résultat de la razzia fiscale à laquelle a procédé ce gouvernement par le biais du Programme énergétique national et plus précisément de la taxe sur les recettes pétrolières et gazières dont il est question dans ce projet de loi. Nous avons vu la destruction d'un secteur viable et dynamique qui est reconnu généralement comme celui qui peut permettre au Canada de sortir du marasme actuel. Je demande à mes vis-à-vis d'y réfléchir une minute. Nous avons vu ce qu'a donné la taxe sur les recettes pétrolières et gazières. Les projets Alsands et Cold Lake ont été mis au rancart. Résultat? Perte d'emplois, perte d'une maison, d'économies pour certains Canadiens, disparition de petites entreprises, faillites. Les faits sont là, et nous ne sommes pas au bout de nos peines. Nous avons vu les huit mégaprojets, ou si vous préférez le projet Alsands et les autres projets d'exploitation des sables bitumineux proposés et esquissés dans le rapport du groupe de travail sur les projets à mettre en œuvre d'ici à 1990, abandonnés provisoirement ou définitivement.

Des milliards de dollars d'investissements se sont envolés en fumée au moment même où le Canada est plongé dans une crise sans précédent dans notre histoire. Pourquoi? Parce qu'on ne peut plus faire confiance au gouvernement. Les entreprises de ce secteur ont perdu toute confiance en ce gouvernement. Elles ont d'ailleurs indiqué clairement qu'on ne pouvait conclure une entente avec le gouvernement en toute confiance, car rien ne garantissait qu'elle serait respectée pendant cinq ans. Les entreprises ne savent même pas si une entente avec le gouvernement pourra être respectée pendant au moins deux ans, alors imaginez lorsqu'il s'agit de cinq ans. La communauté internationale ne croit plus que le gouvernement du Canada peut tenir sa parole.

Pour finir, je ne peux qu'inviter les députés à penser à ce que je viens de dire. Tant que le gouvernement libéral gardera le pouvoir, il n'y aura plus ni développement économique ni mégaprojets dans ce pays, car les investisseurs ont perdu confiance en ce gouvernement.

• (1520)

M. Jack Burghardt (London-Ouest): Monsieur l'Orateur, je me réjouis de l'occasion qui m'est donnée de parler du bill C-93 accordant au gouvernement un pouvoir d'emprunt. Les députés savent que le bill C-93 cherche à obtenir pour le gouvernement le pouvoir d'emprunter quelque 6.6 milliards de dollars. Tout pouvoir d'emprunt non utilisé, obtenu en vertu de la loi de 1981-1982 sur le pouvoir d'emprunt, dans la mesure où il dépasse les trois milliards de dollars, a été annulé le 31 mars de cette année. À défaut de nouveaux pouvoirs d'emprunt, le gouvernement n'aura pas les fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières de 1982-1983. Les 6.6 milliards de dollars demandés représentent les besoins financiers budgétaires et non-budgétaires prévus pour 1982-1983.

Quand il est intervenu dans le débat de ce projet de loi, la semaine dernière, mon collègue, le député de Lincoln (M. Mackasey), a parlé des tensions subies par la société en ce moment-ci de l'histoire du Canada. Il a rappelé les tensions des

années de la dépression, les sombres années 30. Je me souviens de ces années où j'étais petit garçon, mais au contraire de mon collègue de Lincoln qui, si je ne m'abuse, a déclaré ne pas avoir été directement touché par cette époque, je l'ai été, moi.

Si l'on me permet de ressortir des souvenirs personnels, monsieur l'Orateur, je me souviens de mon père qui me tirait derrière lui sur un traîneau, l'hiver, jusqu'au magasin du secours direct qui équivalait au bien-être social d'aujourd'hui—mais non pas avec tous les avantages que cela comporte de nos jours—pour nous procurer quelques provisions et une paire de chaussures. Mon père était sans travail. Ce n'est pas qu'il n'en cherchait pas; il n'y en avait tout simplement pas. Je me souviens que plus tard, quand j'ai quelque peu grandi, mon père m'avait raconté à quel point il avait trouvé dégradant et humiliant d'avoir à s'approvisionner au magasin du secours direct pour nourrir sa famille.

C'était la crise pour ma famille et pour des milliers d'autres familles canadiennes—une crise semblable à celle que beaucoup de gens vivent aujourd'hui. Mais il y a une différence. Se préoccupant du sort des familles canadiennes, les gouvernements libéraux ont, au fil des années, mis sur pied maints programmes d'assistance sociale et avantages sociaux qui n'existaient certainement pas dans les années 30.

En chinois, le mot que l'on emploie pour traduire la notion de crise se compose de deux caractères, l'un signifiant danger et l'autre perspective. Dans ce sens, à mon avis, nous traversons l'une des pires crises de l'histoire du Canada. Notre pays a connu récemment des événements qui suscitent de sérieuses inquiétudes, mais, dans le même temps, de fantastiques possibilités s'offrent à lui. Il est indéniable que les Canadiens doivent faire face à un nombre inégalé de problèmes graves, mais ceux-ci marquent peut-être l'heure la plus glorieuse de notre histoire.

Si vous me le permettez, monsieur l'Orateur, je voudrais faire une autre remarque d'ordre personnel. J'avais 13 ans quand mon père est mort après une courte maladie. Il m'a fallu chercher un emploi et je n'ai jamais cessé de travailler depuis. Tout ce que je possède—et ce n'est pas grand chose—je l'ai acquis par mon travail. Je crois profondément à la valeur du travail et à la libre entreprise. Mes expériences personnelles m'ont amené à m'intéresser également beaucoup aux questions sociales. En fait, j'ai la charge de mon frère. C'est pour cette raison que je suis un libéral et que je me suis présenté sous l'étiquette libérale à l'élection partielle de London-Ouest il y a un peu plus d'un an.

Au fil des ans, notre mode de vie est devenu un compromis entre le régime de la libre entreprise et le socialisme. Dans ce cadre, le gouvernement dirige les destinées du pays et redistribue aux défavorisés les profits de la libre entreprise.

Il semble malheureusement que, dernièrement, notre vision de ce pays s'est embourbée dans des querelles d'intérêts et des récriminations mesquines et égoïstes. Au nom des intérêts régionaux, on a manqué de loyauté envers le pays et on a nui à ses intérêts. Le compromis entre le régime de la libre entreprise et le socialisme a perdu des plumes.